

ASSOCIATION GROUPE SOS JEUNESSE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

102 C, rue Amelot

75 011 Paris

SIREN : 775 685 506

APE : 8899 B

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

ASSOCIATION GROUPE SOS JEUNESSE

102 C, rue Amelot

75 011 Paris

SIREN : 775 685 506

APE : 8899 B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres de l'Association GROUPE SOS JEUNESSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GROUPE SOS JEUNESSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions **des articles L.821-53 et R.821-180** du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois,

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES

François JEGARD
Commissaire aux comptes

Franck NACCACHE
Commissaire aux comptes



COMPTES ANNUELS

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	939 362	858 008	81 354	65 710
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	454 256	405 647	48 609	35 015
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles	23 931	23 931		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 185 481	248 111	3 937 370	3 718 261
Constructions	28 097 537	15 925 272	12 172 265	12 138 202
Installations techniques, matériels et outillage	199 197	163 323	35 874	29 414
Autres Immobilisations corporelles	25 912 538	16 572 160	9 340 378	8 942 366
Immobilisations corporelles en cours	3 815 085		3 815 085	2 053 874
Avances et acomptes	21 143		21 143	21 143
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	7 333 491	550	7 332 941	7 332 941
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	90 541		90 541	108 263
Prêts	2 411 820	5 849	2 405 971	2 126 677
Autres Immobilisations Financières	1 568 217	43 965	1 524 252	1 460 054
ACTIF IMMOBILISE	75 052 599	34 246 816	40 805 783	38 031 920
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements	29 608		29 608	47 710
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	291 002		291 002	440 500
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	13 892 772	284 862	13 607 910	9 813 467
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	23 827 136	451 803	23 375 333	12 719 798
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.	10 909 912		10 909 912	9 703 707
Disponibilités	7 142 252		7 142 252	6 067 034
Charges constatées d'avance	874 141		874 141	801 746
ACTIF CIRCULANT	56 966 823	736 665	56 230 158	39 593 962
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart d'arrondi				
TOTAL GENERAL	132 019 422	34 983 481	97 035 941	77 625 882

BILAN PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds Propres sans droit de reprise	4 312 685	1 288 248
- Fonds propres statutaires	14 132	14 132
- Fonds propres complémentaires	4 298 553	1 274 116
Fonds Propres avec droit de reprise :	7 950 000	7 950 000
- Fonds propres statutaires	7 950 000	7 950 000
- Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	785 826	785 826
Réserves	23 959 821	22 764 595
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	384	2 995
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	22 452 388	21 254 551
- Autres réserves	1 507 049	1 507 049
Report à nouveau	-18 009 326	-13 562 728
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-771 647	2 955 195
- Autres reports à nouveau	-17 237 679	-16 517 923
Résultat de l'exercice	27 816	-3 251 372
- Activités en gestion contrôlée	749 318	-2 551 290
- Autres activités	-721 502	-700 082
Situation Nette	19 026 822	15 974 569
Subventions d'investissement	8 447 125	4 801 188
Provisions réglementées	6 118 644	5 541 988
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	33 592 591	26 317 745
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	7 873 320	8 522 870
FONDS DEDIES OU REPOTES	7 873 320	8 522 870
Provisions pour risques	916 508	847 837
Provisions pour charges	2 768 778	3 027 083
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 685 286	3 874 920
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	18 912 211	9 999 233
Emprunts et dettes financières divers	5 980 396	6 169 738
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	1 907 821	792 773
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 566 933	3 034 454
Dettes fiscales et sociales	15 569 367	15 209 267
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		146
Autres dettes	4 226 404	2 842 252
Produits constatés d'avance	721 612	862 484
DETTES	51 884 744	38 910 347
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	97 035 941	77 625 882
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	5 851 744	1 318 231

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations		160
Ventes de biens et services	1 277 464	1 170 870
-Ventes de biens :		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	1 277 464	1 170 870
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>	445	655
<i>Prestations de Service</i>	353 100	309 113
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	923 919	861 102
<i>Autres prestations de service</i>		
Produits de tiers financeurs	137 510 174	123 141 924
- Concours publics	132 729 084	119 933 742
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	66 055 351	58 572 953
<i>Dotation Globale de Financement</i>	66 080 698	59 167 007
<i>Autres produits de tarification</i>	593 035	2 193 782
- Subventions d'exploitation	4 610 420	3 010 476
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public	109 893	137 927
<i>Dons manuels</i>	73 024	33 099
<i>Mécénats</i>	36 869	104 828
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	60 777	59 779
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	1 812 171	3 153 259
Utilisation des fonds dédiés	1 510 497	922 556
Autres produits de Gestion Courante	1 710 905	1 287 888
Produits d'exploitation	143 821 211	129 676 657
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	181 603	211 005
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements	18 101	-20 822
Autres achats et charges externes	39 297 257	35 630 556
Aides financières	683 686	737 110
Impôts, taxes et versements assimilés	7 555 385	6 908 857
Salaires et traitements	61 580 554	57 250 101
Charges sociales	28 349 286	26 078 241
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 386 932	3 223 776
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	297 939	230 000
Pour risques et charges : dotations aux provisions	578 269	270 545
Engagements à réaliser sur ressources affectées	860 944	1 408 473
Autres charges	680 520	37 379
Charges d'exploitation	143 470 476	131 965 221
RESULTAT D'EXPLOITATION	350 735	-2 288 564
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé	343	86
Autres intérêts et produits assimilés	412 161	173 680
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	4 000	
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	416 504	173 766
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	572 377	391 989
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	572 377	391 989
RESULTAT FINANCIER	-155 873	-218 223
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	194 862	-2 506 787
Sur opérations de gestion	12 493	84 955
Sur opérations en capital	274 958	59 273
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	896 258	196 585
Produits exceptionnels	1 183 709	340 813
Sur opérations de gestion	833 319	665 589
Sur opérations en capital	39 293	238 282
Dotations aux amortissements et aux provisions	429 576	151 745
Charges exceptionnelles	1 302 188	1 055 616
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-118 479	-714 803
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	48 567	29 782
RESULTAT NET	27 816	-3 251 372
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>145 421 424</i>	<i>130 191 236</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>145 393 608</i>	<i>133 442 608</i>

Sommaire :

Nature des informations		Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION				
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks	X		
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions pour risques et charges	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Global	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature	X		
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le, 31/12/2023 caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	97 035 941 €
- Total du compte de résultat (Produits)	145 421 424 €
- Résultat de l'exercice (Bénéfice)	27 816 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association en date du 28 mai 2024.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

Groupe SOS Jeunesse propose des actions et des dispositifs pour répondre à toutes les problématiques diverses rencontrées pour la jeunesse. Au quotidien, l'association adapte ses actions en fonction de chacun et veille à préserver les liens familiaux quand cela est possible. Les actions s'intègrent également dans la protection des jeunes de la violence, pour en faire des citoyens pleinement épanouis et intégrés.

Présente dans 21 départements, l'association Groupe SOS Jeunesse est organisée en plusieurs pôles, dont :

- **Jeunesse - Pôle Protection de l'Enfance** qui accueille des mineurs et jeunes majeurs en danger ou en risque de danger, dans le cadre de conventionnements avec les conseils départementaux et/ou d'une habilitation Protection Judiciaire de la Jeunesse.
Les établissements : Maisons d'enfants à caractère social (MECS), services d'accueil d'urgence, d'accueil de jour, de placement familial, d'Unités d'Hébergement Diversifié (UHD), des services d'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) classiques et renforcées...
Ces missions sont majoritairement financées en dotations globales, en facturation en prix de journée ou tarifs journaliers ou tarifs séances, des services de l'Aide Sociale à l'enfance des départements.
- **Jeunesse - Pôle Pénal** qui est en charge de l'enfance délinquante. Les jeunes sont accueillis au sein de centres éducatifs renforcés (CER) ou fermés (CEF) ou au sein d'Unités d'Hébergement Diversifié (UHD) sur décision du juge de placement.
Ces missions sont majoritairement financées en dotations globales, en facturation en prix de journée des services de la protection judiciaire de la jeunesse.
- **Solidarités – Pôle Handicap** (financement de l'assurance maladie) accueille des enfants en situation de handicap au sein des Instituts Thérapeutiques éducatifs et Pédagogiques (ITEP) ou Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile (SESSAD). Ces établissements sont financés par dotations globales de financement octroyées par l'assurance maladie.

FAITS CARACTERISTIQUES

1 Aides gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre du gaz et de l'électricité.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 1.139 ke.

2 Financements et ressources

Reprise de résultats par les autorités de tarification

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultats effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une diminution des produits de 2.134 ke en 2023 (ces éléments sont repris en note 19 de l'annexe). Pour mémoire, en 2022, la diminution des produits liée à des reprises de résultat s'élevait à 3.135 ke.

Crédits non reconductibles reçus

Les produits d'exploitation comprennent à hauteur de 571 ke des crédits non reconductibles supplémentaires. Ils ont notamment pour objet :

- Le financement d'extension de place
- Le financement de charges de personnel ponctuelles
- Le financement de mesures Ségur et l'impact de l'inflation

A noter qu'en 2022, les crédits non reconductibles perçus par les établissements s'élevaient à 1.257 ke.

3 Vie des établissements

Ouverture

Les établissements suivants ont ouvert en 2023 :

- La Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) Gwarezin – Ty Gwen à Loudeac a ouvert en 2023 avec une habilitation de 12 places.
- Le Placement Educatif A Domicile (PEAD) Harzou-Lamm à Loudeac a ouvert en 2023 avec une habilitation de 25 places.

Fermeture

Fermeture de l'établissement Soutien à L'entrepreneuriat Social.

Intégration Ciel de Case et Réorganisation des établissements de Guyane

La Collectivité Territoriale de Guyane a décidé, en date du 15 novembre 2021, du transfert de l'établissement d'hébergement éducatif de Kourou de l'association Ciel de Case, accueillant 60 mineurs et jeunes majeurs relevant de l'aide sociale à l'enfance, à l'association Groupe SOS Jeunesse.

L'autorisation est transférée à compter du 1^{er} janvier 2022. La finalisation de la reprise des actifs a eu lieu en 2023 conduisant au transfert d'un actif net de 3 204 ke.

Suite à cette reprise, une réorganisation des établissements de Guyane a été réalisée. Les dossiers sont répartis de la manière suivante : Accueil Familial (60 places) ; Accueil d'Urgence (17 places) ; MECS (37 places) et les Jeunes Majeurs de Kourou (26 places).

4 Opérations Immobilières

Construction en cours de 6 Centres Educatifs Fermés

Des constructions sont en cours pour 6 CEF dont

- **CEF à Amillis** (Seine et Marne) est en cours (0.4 Me). Le terrain sur lequel sera construit le centre a été acquis pour 55 ke auprès de l'association Groupe SOS Séniors. L'association a par ailleurs reçu 2,8 Me en subventions d'investissement pour financer les travaux.
- **CEF de Guyane** dont les travaux en cours s'élèvent à 2.3 Me au 31-12-2023 (dont 1.8 Me engagés en 2023)

Acquisition par acte en date du 19 décembre 2023 d'un terrain sis à Les Chimoutons à Saran (45770) pour un montant de 249 ke pour l'établissement de la MECS du Mouteau.

Cession d'un ensemble immobilier par acte en date du 9 juin 2023, sis 5015 F Grande Rue à Nivillers pour un montant de 245 ke. La plus-value a été neutralisée par la constatation d'une provision réglementée.

5 Financements - Ressources

Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens - CPOM

Au cours de l'exercice 2023, deux contrats Pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ont été finalisés ; un au niveau des dispositifs de l'Oise contractualisé avec le conseil départemental de l'Oise et un pour l'ITEP 93 contractualisé avec l'ARS Ile de France.

Emprunts

L'association Groupe SOS Jeunesse a débloqué trois emprunts au cours de l'exercice qui avaient été souscrits en 2022 :

- Un emprunt de 3.6 Me souscrit en 2022 auprès de la Société la BNP Paribas est destiné au financement des travaux de construction du centre éducatif fermé situé en Guyane à Montsinéry-Tonnegrande. L'intégralité de l'emprunt a été débloquée courant 2023. Pour rappel, ce prêt est garanti par l'inscription d'une hypothèque conventionnelle (3.6 Me) de l'ensemble immobilier sis à Montsinéry-Tonnegrande en Guyane.
- Un emprunt de 3.9 Me auprès du Crédit Mutuel d'Ile de France afin de financer la construction du centre éducatif fermé de Saint-Nazaire. Au 31-12-2022, 2 Me avaient été encaissés, et 1.5 Me complémentaires ont été débloqués courant 2023 pour faire suite à la finalisation des travaux. Pour rappel, ce prêt est garanti par l'inscription de privilège de prêteurs de deniers (472 ke), une hypothèque conventionnelle (3.5 Me) et par le nantissement de loyers éventuels.
- Un emprunt de 212 ke a été souscrit auprès du Crédit Mutuel d'Ile de France afin de financer l'aménagement mobilier du Centre éducatif fermé de Saint-Nazaire. Cet emprunt fait l'objet d'un nantissement des comptes ouverts au Crédit Mutuel, d'une clause de pari passu et du nantissements de loyers éventuels.

Subventions d'Investissement reçues

L'association a reçu 3 754 ke de subventions d'investissement en 2023 principalement pour la construction et travaux de centres éducatifs fermés (CEF) dont 2 750 ke pour le CEF d'Amillis (Seine et Marne), 250 ke pour les travaux du CEF Le Marquizat de Gevezé et 300 ke pour les travaux du centre éducatif renforcé Morbihan.

Le détail des subventions et concours publics est indiqué en note 20 de l'annexe.

6 Opérations non courantes

Contributions Financières – Abandons de créances

L'association Groupe SOS Jeunesse a octroyé 429 ke de contributions financières de fonctionnement aux associations suivantes :

Play International (100 ke), Lycée technique Polyvalent Jules Richard (100 ke), Action Territoriale (60 ke) et Groupe SOS Pulse (169 ke). Ces contributions financières ont été constatées dans les charges d'exploitation de l'association Groupe SOS Jeunesse.

L'association Groupe SOS Jeunesse a abandonné 829 ke de créances qu'elle détenait sur les entités suivantes

Guillaume Rolland (171 ke), Respect Editions (82 ke) et Respect Education et Conférences (576 ke). Ces abandons sont compensés par les reprises de dépréciation correspondantes. L'ensemble de ces opérations est constaté dans le résultat exceptionnel de l'association.

Avances en compte courant à des filiales

Afin de soutenir les besoins ponctuels de trésorerie de ses filiales, l'association Groupe SOS Jeunesse a consenti, en 2023, 1.674 ke d'avances en comptes courants aux entreprises suivantes (Groupe SOS Coopérative Immobilière : 767 ke – GIE Alliance Gestion : 528 ke - Groupe SOS Transition Ecologique et Action Territoriale : 150 ke – Groupe SOS Participations : 50 ke – SCI Groupe SOS Jeunesse : 180 ke).

Le solde des avances en compte courant à la clôture sont indiquées en note 3 de l'annexe.

Avances ponctuelles de trésorerie à des associations du Groupe SOS

Groupe SOS Jeunesse a octroyé, en 2023, des avances de trésorerie non remboursées à la clôture, pour 6 390 ke qui sont constatées dans le poste autres créances à l'actif du bilan :

- Crescendo : 2 000 ke
- Mlezi Maore : 2 000 ke
- Le Cap : 1 050 ke
- Sauvegarde des Ardennes : 500 ke (remboursés en cours d'année 2023)
- GSOS Pulse : 100 ke - 169 ke d'avances antérieures ont été abandonnées au cours de l'année 2023
- Nosiam – ex Le Répit : 250 ke
- Lycée Technique Polyvalent Jules Richard : 100 ke – abandonnés au cours de l'année 2023.
- Play International : 100 ke – abandonnés au cours de l'année 2023.
- Société Française de Bienfaisance à Casablanca : 140 ke

- Stations Cévennes : 150 ke.

Ces avances, non porteuses d'intérêt, ont été réalisées afin de pallier aux besoins de trésorerie de ces associations.

7 Contrôles Externes

- Contrôle Urssaf : l'association Groupe SOS Jeunesse a été notifiée d'un contrôle Urssaf portant sur les périodes 2020 à 2022. Le contrôle s'est clôturé par un rappel de cotisations et de contributions obligatoires recouvrées d'un montant total de 120 ke. L'association reste dans l'attente de l'avis de mise en redressement.
- Contrôle de la Cour des Comptes : cette dernière a produit en 2023 un contrôle sur les lieux privatifs de liberté, à destination de mineurs (Quartiers mineurs, Etablissements pénitentiaires pour Mineurs et CEF) avec pour objectif d'évaluer l'efficacité de ces dispositifs, au regard des moyens alloués, en particulier, en ce qui concerne, l'insertion des jeunes accueillis, la récidive et la réitération pénale. Un échantillon d'établissement a été proposé par la chancellerie, dont le CEF de Saverne de Groupe SOS Jeunesse. Le CEF de Saverne a été cité favorablement dans le rapport cependant celui explique que les CEF présentent des fragilités persistantes et appelle une évaluation de l'existant et une analyse des besoins et recommande d'évaluer le dispositif avant de lancer de nouveaux projets de CEF.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquiescer des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association le Groupe SOS Jeunesse demeure encore incertaine.

L'Association le Groupe SOS Jeunesse estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les établissements tiennent une comptabilité séparée, de ce fait les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un état réglementaire distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités de tarification compétentes.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;

- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

c) DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES

C.1 COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après § I)

C.2 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En 2023, les dotations constatées à ce titre se sont élevées 277.161 euros portant le solde des provisions réglementées à 2.356.651 euros.

d) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les frais d'établissements activés sont amortis linéairement sur 3 ans à compter de la date d'ouverture effective de l'établissement.

e) IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMEUBLES ET MEUBLES :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement 2014-03 de l'Autorité des normes comptable relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,

- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

Libellés	Pourcentage de répartition	Taux d'amortissement
Actifs immobiliers		
Structure et ouvrage assimilés	92,40%	19 à 35 ans
Menuiserie extérieure	3,30%	10 à 38 ans
Chauffage Individuel	3,20%	10 à 40 ans
Étanchéité	1,10%	10 à 53 ans
Autres Mobiliers		
Installations techniques, matériel et outillages	100,00%	3 à 20 ans
Matériel éducatif	100,00%	5 à 10 ans
Matériel de transport	100,00%	1,5 à 10 ans
Mobilier, matériel	100,00%	2 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	100,00%	1 à 15 ans
Mobilier de bureau	100,00%	2 à 10 ans
Matériel audio, vidéo, de loisir, éducatif et d'électroménagers	100,00%	3 à 10 ans
Logiciels	100,00%	3 ans

Amortissements dérogatoires constatés dans les structures en gestion contrôlée :

Lorsque la dotation aux amortissements, résultant de l'application du règlement 2014-03 de l'Autorité des normes comptable est inférieure à la dotation initialement prévue et autorisée par les autorités de tarification, la différence est constatée en Amortissements dérogatoires.

Le détail des amortissements dérogatoires est communiqué en note 8 de l'annexe.

Dépréciation des actifs :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

f) IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

Les **titres de participation** ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en note 8 de l'annexe.

g) STOCKS

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées à la clôture selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

A la clôture les stocks sont non significatifs.

h) CREANCES ET DETTES :

Les **créances et dettes** sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en note 8 de l'annexe.

h) TRESORERIE - EMPRUNTS

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun titre de placement.

- **Contrats de capitalisation en euros** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2023, les contrats de capitalisation en euros s'élevaient à 9.100.000 euros, les intérêts courus à 809.912 euros et la provision pour impôts à 157.594 euros.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

i) APPORTS EN FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE

Apports Reçus avec Droit de Reprise : ils sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements donnés.

Apports Versés avec Droit de Reprise : les apports en fonds associatifs sont constatés en charges exceptionnelles l'année de l'octroi de l'apport. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements reçus. Lors du remboursement de l'apport, un produit exceptionnel est constaté.

j) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, non renouvelables par l'association, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement. Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2023 à 8 447 125 euros.

k) PROVISIONS REGLEMENTEES :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n°8 de l'annexe.

k-1. Couverture du besoin en fonds de roulement :

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros Pré-affectation du résultat	31.12.2022	Dotation	Reprise	31.12.2023	Autorisé par les autorités de tarification
Aemo 37	9 000			9 000	9 000
Aemo 91 - Essonne	9 000			9 000	9 000
SISAE - Aemo 60	1 105			1 105	1 105
Arobase	48 428			48 428	48 428
CER 93	22 500			22 500	22 500
CER Guyane	72 000			72 000	72 000
CEF Le Marquizat de Geveze	130 760			130 760	130 760
CAES 37 - Orfrasière	100 000			100 000	100 000
ITEP Petit Prince	100 000			100 000	100 000
La Fabrique de Mouvement	140 000			140 000	140 000
Pôle Hébergement de l'Oise	410 059			410 059	410 059
Felix Faure	134 755			134 755	134 755
SAFE de Nancy	29 275			29 275	29 275
SAPY (ex-Jean Vilar)	183 789			183 789	183 789
Provisions de trésorerie	1 390 671	-	0	1 390 671	1 390 671

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

k-2. Renouvellement des immobilisations :

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification. Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros Pré-affectation du résultat	31.12.2022	Dotation	Reprise	31.12.2023	Autorisé par les autorités de tarification
AEMO 54	50 000			50 000	50 000
Archipel	70 000			70 000	70 000
CAES 37 - Monnaie	231 000			231 000	231 000
Sapy - ex- Jean Vilar	10 584			10 584	10 584
MNA 93	39 291			39 291	39 291
La Passerelle	57 988			57 988	57 988
CER 93	30 679		-30 679	-	
Arobase	180 000			180 000	180 000
ITEP Petit Prince	30 000			30 000	
Prov. renouvellement des immos	699 542	-	- 30 679	668 863	638 863

l-3. Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant » peuvent être constituées.

Au titre de l'exercice 2023, 319.133 euros ont été dotés portant le solde de ces provisions à 881.978 euros.

l) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les nouvelles règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces nouvelles règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Les engagements de retraite sont comptabilisés conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans. (Voir § C1 et ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.17%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.

Le montant de l'engagement inscrit est proratisé en fonction du nombre de droits acquis en matière d'années de présence pour chacun des salariés.

Ces engagements sont détaillés en note n° 22 de l'annexe.

m) FONDS DEDIES

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	926 382	45 322	-32 342							939 362
Autres immobilisations incorporelles	445 599	43 783	-45 035			33 840				478 187
Immobilisations Incorporelles	1 371 981	89 105	-77 377			33 840				1 417 549
Terrains	3 943 610	256 132	-14 261							4 185 481
Constructions	28 186 475	257 953	-1 075 702					728 811		28 097 537
Instal. techniques matériel et outillage	215 280	18 098	-98 031			63 850				199 197
Instal. générales, aménagements divers	16 447 583	1 695 128	-541 529			36 763		4 561		17 642 506
Matériel de transport	951 297	192 724	-81 262			13 900				1 076 659
Matériel de bureau et informatique	1 902 169	313 287	-280 280			53 970				1 989 146
Mobilier	2 699 299	221 894	-222 352			35 440				2 734 281
Autres	2 436 481	263 096	-229 631							2 469 946
Immobilisations corporelles en cours	2 053 874	2 494 583						-733 372		3 815 085
Avances et acomptes	21 143									21 143
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	58 857 211	5 712 895	-2 543 048			203 923				62 230 981
Participations	7 337 491		-4 000							7 333 491
Prêts	2 132 526	281 494	-2 200							2 411 820
Autres titres et immobilisations financières	1 612 282	181 830	-184 991			49 637				1 658 758
Immobilisations Financières	11 082 299	463 324	-191 191			49 637				11 404 069
Total Valeurs Brutes	71 311 491	6 265 324	-2 811 616			287 400				75 052 599

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	860 672	29 678	-32 342							858 008
Autres immobilisations incorporelles	360 584	34 651	-45 035			29 378				379 578
Immobilisations Incorporelles	1 221 256	64 329	-77 377			29 378				1 237 586
Terrains	225 349	37 023	-14 261							248 111
Constructions	15 951 257	1 049 717	-1 075 702							15 925 272
Instal. techniques matériel et outillage	185 866	14 883	-98 031			60 605				163 323
Instal. générales, aménagements divers	9 651 597	1 297 475	-541 529			15 177				10 422 720
Matériel de transport	650 606	141 644	-77 376			13 900				728 774
Matériel de bureau et informatique	1 285 947	337 881	-279 951			48 367				1 392 244
Mobilier	1 944 188	260 421	-222 352			30 674				2 012 931
Autres	1 812 125	282 956	-229 590							1 865 491
Immobilisations Corporelles	31 706 935	3 422 000	-2 538 792			168 723				32 758 866
Total Amortissements	32 928 191	3 486 329	-2 616 169			198 101				33 996 452

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Informations financières							Valeur comptable des titres détenus		Valeur comptable des Prêts et avances accordés		Autres renseignements	
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT	Brute	Nette	Brute	Nette	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
SCI Groupe SOS Jeunesse	2 023	1 000	197 084	99,00%	196 103	56 811	379 026	990	990	1 816 631	1 816 631		
SCI 102 rue Amelot	2 023	640	306 024	95,00%	291 331	1 781 330	281 007	4 689 823	4 689 823	673 990	673 990		
Total des Filiales								4 690 813	4 690 813	2 490 621	2 490 621	-	-
GIE Alliance Gestion	2 023	200 100	0	40,78%	81 600	0	26 071 465	81 600	81 600	527 997	527 997		
I Act Campus - ex-Impact Campus	2 023	2 000	-357 374	27,50%	-97 728	-5 027	558 566	550	-	398 097	298 847		
GSOS Transition Ecologique et Action Territoriale	2 023	1 000	-1 333 844	25,00%	-333 461	-1 563 435	2 780 893	250	250	740 322	740 322		
Groupe SOS Participations	2 023	1 475 000	-73 573	3,39%	47 508	-642 168	69 038	50 000	50 000	100 537	100 537		
Groupe SOS Coopérative Immobilière	2 023	1 812 420	43 583 419	2,15%	976 011	-3 510 739	13 558 183	2 510 278	2 510 278	3 247 219	3 247 219		
Total des Participations								2 642 678	2 642 128	5 014 172	4 914 922	-	-
Total des Filiales et Participations								7 333 491	7 332 941	7 504 794	7 405 544	-	-

Note 4. STOCKS

	31/12/2023	31/12/2022
Achats de matières premières et autres fournitures		
Produits pharmaceutiques & matériel médical		
Alimentation		
Produits d'entretien		
Fournitures d'hôtelleries, alèses		
Fournitures consommables & divers	29 608	47 710
Matières premières et approvisionnements	29 608	47 710
Encours - Immeubles et autres biens		
Encours - Prestations de services		
Encours de production		
Produits résiduels et autres		
Produits finis – Biens		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
Total Brut	29 608	47 710
Dépréciations		
Total Net	29 608	47 710

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	2 411 820		2 411 820
Autres immobilisations financières	1 568 217		1 568 217
Clients douteux	40 049	40 049	
Usagers, clients et comptes rattachés	13 852 723	13 852 723	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	247 760	247 760	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	784 097	784 097	
Etat et collectivités publiques	5 891 483	5 891 483	
Groupe et associés	6 976 796	757 397	6 219 399
Autres créances	9 927 000	7 907 000	2 020 000
Charges constatées d'avance	874 141	874 141	
TOTAL GENERAL	42 574 086	30 354 650	12 219 436
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	281 494		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	2 200		

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE			
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	18 912 211	6 852 306	3 677 774	8 382 131
Emprunts et dettes financières divers (2)	5 980 396	231 219	862 192	4 886 985
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 566 933	4 566 933		
Personnel et comptes rattachés	5 945 190	5 945 190		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 393 808	8 393 808		
Etat et collectivités publiques	1 230 369	1 230 369		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 226 404	4 226 404		
Produits constatés d'avance	721 612	721 612		
TOTAL	49 976 923	32 167 841	4 539 966	13 269 116
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice	5 310 552			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 127 165			

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	1 288 248					3 024 437			4 312 685
Fonds Propres statutaires	14 132								14 132
Fonds Propres complémentaires	1 274 116					3 024 437			4 298 553
Fonds propres avec droit de reprise	7 950 000								7 950 000
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	7 950 000								7 950 000
Ecarts de réévaluation	785 826								785 826
Réserves	22 764 595	1 318 282	-123 056						23 959 821
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	2 995	-2 611							384
Autres réserves (dont investissement)	1 507 049								1 507 049
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	21 254 551	1 320 893	-123 056						22 452 388
Investissement	10 767 225	293 653	-25 367						11 035 511
Compensation	5 465 971	1 028 049	-97 689						6 396 331
Compensation des charges d'amortissement	2 820 789	-809							2 819 980
Trésorerie	2 200 566								2 200 566
Report à nouveau	-13 562 728	-4 569 654	123 056						-18 009 326
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	2 955 195	-3 858 272	123 056	8 374					-771 647
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	8 625 381	-3 289 945	123 056						5 458 492
Charges rejetées par l'autorité	326 753	-242 053		7 208					91 908
Charges dont la prise en compte est différée	-5 996 939	-326 274		1 166					-6 322 047
Autres Reports à nouveau	-16 517 923	-711 382		-8 374					-17 237 679
Activités des ESMS sous gestion libre	2 031 183	-18 213	-124 166	-1 462					1 887 342
Autres activités	-18 549 106	-693 169	124 166	-6 912					-19 125 021
Résultat de l'exercice	-3 251 372	3 251 372					749 318	-721 502	27 816
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-2 551 290	2 551 290					749 318		749 318
Autres activités	-700 082	700 082						-721 502	-721 502
Situation Nette	15 974 569					3 024 437	749 318	-721 502	19 026 822
Subventions	4 801 188						3 753 744	-107 807	8 447 125
Provisions réglementées	5 541 988						607 335	-30 679	6 118 644
TOTAL	26 317 745					3 024 437	5 110 397	-859 988	33 592 591

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	2023	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation Périmètre	Fiscalisée	Non Fiscalisée
338_CEF Saint Nazaire	130 953	130 953				130 953
339_CEF Le Marquizat de Geveze	-359 854	-359 854				-359 854
330_CEF Port Louis	9 955	9 955				9 955
603_CEF de Saverne	-21 637	-21 637				-21 637
453_CEF de Guyane	0					0
309_CER Lozère	371 235	371 235				371 235
311_CER Guyane	122 285	122 285				122 285
312_CER Morbihan	-79 110	-79 110				-79 110
313_CER Seine Saint Denis	-76 009	-76 009				-76 009
337_CER Hautes Alpes	206 335	206 335				206 335
316_UHD Ti'Kaz	-120 300	-120 300				-120 300
318_UHD Déclic	19 871	19 871				19 871
306_UHD La Fabrique de mouvements	-49 169	-49 169				-49 169
302_UHD Le Fil d'Ariane	-34 535	-34 535				-34 535
307_UHD La Passerelle	198 998	198 998				198 998
329_UHD Tremplin	-55 912	-55 912				-55 912
332_UHD GAIA MNA	-30 085	-30 085				-30 085
326_Centre Maternel - La Voie Lactée	128 162	128 162				128 162
488_Espace Familles Loiret	-15 862	-15 862				-15 862
407_Sce Placement Familial Yvelines	-272 995	-272 995				-272 995
430_Sce Placement Familial Guyane	93 675	93 675				93 675
418_SISAE MJIE	-28 408	-28 408				-28 408
420_SISAE Administration ad hoc	24 879		24 879			24 879
431_Accueil d'Urgence Guyane	63 985	63 985				63 985
440_Accueil d'Urgence Arnouville	-19 879	-19 879				-19 879
336_MECS L'Etoile	-110 273	-110 273				-110 273
401_MECS Arobase	92 416	92 416				92 416
405_MECS Felix Faure	-43 199	-43 199				-43 199
406_MECS CAES 37	158 881	158 881				158 881
404_MECS SAPY	56 782	56 782				56 782
411_MECS Pôle Hébergement de l'Oise	-123 618	-123 618				-123 618
419_MECS Le Mouteau	54 606	54 606				54 606
433_MECS de Guyane	55 845	55 845				55 845
435_MECS Foyer Educatif de Moissac	389 492	389 492				389 492
439_MECS Bois Renard	-75 214	-75 214				-75 214
966_MECS Notr'asso	130 834	130 834				130 834
44541_MECS Gwarezin - Ty-Gwen	36 364	36 364		Ouverture		36 364
44551_PEAD 22 Harzou-Lamm	40 965	40 965		Ouverture		40 965
415_SISAE AEMO 60	109 232	109 232				109 232
402_AEMO 37	92 535	92 535				92 535
429_AEMO 91	-165 209	-165 209				-165 209
437_AEMO 54	-58 243	-58 243				-58 243
441_AEMO 77	61 335	61 335				61 335
443_AEMO 78	-114 788	-114 788				-114 788
452_SAEF 77	195 081	195 081				195 081
417_SAJE Paris 19	-129 331	-129 331				-129 331
449_SAJE Paris 20	42 126	42 126				42 126
444_SAJE 94	5 847	5 847				5 847
445_SAJE Saint Brieuc	137 475	137 475				137 475
446_Ti'Saj	-36 113	-36 113				-36 113
414_SAFE de Nancy	-10 080	-10 080				-10 080

	2023	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation Périmètre	Fiscalisée	Non Fiscalisée
442_Pôle accueil de jour Oise	1 860	1 860				1 860
325_FJT Le Tempo - Meaux	-95 702		-95 702			-95 702
410_Service Orientation Spécialisée	-47 552	-47 552				-47 552
327_MNA Latitudes	-138 837	-138 837				-138 837
447_MNA L'Estuaire	128 503	128 503				128 503
448_MNA 93	-80 813	-80 813				-80 813
450_MNA L'Estanc	6 808	6 808				6 808
451_Centre Heberg Educ Kourou	-268 924	-268 924				-268 924
604_Foyer Oberholz Internat	1 666	1 666				1 666
605_Foyer Oberholz PACOR-SAS	164 846	164 846				164 846
606_DOMIE 1	-29 542		-29 542			-29 542
607_DOMIE 2	-77 852		-77 852			-77 852
Secteur Jeunesse	564 787	743 004	-178 217		0	564 787
319_SESSAD - Le Colibri	101 182	101 182				101 182
320_IIEP - Félix Eboué	23 325	23 325				23 325
324_IIEP - Petit Prince	40 288	40 288				40 288
Secteur Solidarités - Pôle Handicap	164 795	164 795	0		0	164 795
322_Plateforme I	0					0
323_Plateforme Insertion	-71 797		-71 797		-71 797	
Secteur Commerce et services	-71 797	0	-71 797		-71 797	0
321_Pôle Média	-20 839		-20 839	En Fermeture	-20 839	
Secteur Culture Médias	-20 839	0	-20 839		-20 839	0
334_Soutien à L'entrepreneuriat Social	0			Fermeture		0
Secteur Action Internationale	0	0	0		0	0
399_Oeuvres Sociales du CSE siège	0					0
412_Groupe SOS Jeunesse Siège	-81 152	-81 152				-81 152
400_Association détention de titres	71 041		71 041		71 041	
416_Association Groupe SOS Jeunesse	-599 019		-599 019			-599 019
Groupe - Support	-609 130	-81 152	-527 978		71 041	-680 171
Résultat Global	27 816	826 647	-798 831		-21 595	49 411
		27 816			27 816	

Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR	1 390 671							1 390 671
Amortissements dérogatoires	809 440	11 041						820 481
Prov pour Equilibre de la section d'investissement								
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.	448 958	319 133						768 091
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	113 887							113 887
Provisions pour renouvellement des immobilisations	699 542		-30 679					668 863
Provision liée à l'Effort de Construction	2 079 490	277 161						2 356 651
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	5 541 988	607 335	-30 679					6 118 644
Provisions pour litiges salariaux	842 976	436 023	-129 252	-242 743				907 004
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	113 594	44 000						157 594
Provisions pour grosses réparations	974 504	46 389	-96 224	-100 000				824 669
Provisions pour départ à la retraite	1 620 277	86 353	-49 347	-9 057				1 648 226
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET	20 809							20 809
Provisions pour fermeture & restructuration	10 723							10 723
Autres provisions pour risques et charges	292 037	9 504	-170 861	-14 419				116 261
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	3 874 920	622 269	-445 684	-366 219				3 685 286
Sur immobilisations :								
- incorporelles	50 000							50 000
- corporelles	247 016			-97 016				150 000
- financières	54 364		-4 000					50 364
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	768 896	273 811	-710 511	-47 334				284 862
Autres dépréciations	598 789	24 128	-171 114					451 803
TOTAL DEPRECIATIONS	1 719 065	297 939	-885 625	-144 350				987 029
TOTAL GENERAL	11 135 973	1 527 543	-1 361 988	-510 569				10 790 959
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		876 208	-461 730	-510 568				
- financière			-4 000					
- exceptionnelle		330 173	-896 258					
- provision pour impôts		44 000						

Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Remboursé	Transfert	Fusions / APA Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	E=A+B+C+D+E	
Immobilisations	1 164 283	49 920			-472 207		741 996	642 076
Immobilisations acquises	2 149 560		-260 874		514 276		2 402 962	
Travaux non immobilisés	552						552	552
Extensions de places	1 115 464	180 000	-3 701				1 291 762	549 753
Equipe Mobile	194 909		-185 553				9 356	9 356
Charges de personnel	1 750 026	110 389	-24 353				1 836 063	1 320 375
Gratifications stagiaires	14 631		-5 171				9 460	9 460
Fonctionnement	1 024 138		-305 528		-42 069		676 541	619 610
Surcoût inflation	90 462	57 745	-57 745				90 462	
Covid	4 675		-4 675					
Produits pharmaceutiques et matériel RDR TSN & TROD	10 036		-6 898				3 138	3 138
FD s/ Contributions ATC	7 518 735	398 054	-854 498	0	0	0	7 062 291	3 154 319
Immobilisations	34 840		-29 406				5 434	
Immobilisations acquises		386					386	
Charges de personnel	135 210	21 943					157 153	135 210
Fonctionnement	35 945	31 219	-25 652				41 512	4 293
Projet "Amérindien"	213 406		-360 106		178 000		31 300	31 300
Subventions ARS	424 451		-164 958		-178 000		81 493	81 493
Financement Module d'apprentissage de l'habileté sociale	4 520						4 520	4 520
MIDEA	11 000						11 000	11 000
Préfecture GPE projet PACIS		5 725					5 725	
Repaire Médiation Guyanne		41 179					41 179	
Subvention PIC Phase 3		350 391					350 391	
FD s/ Subventions	859 371	450 843	-580 122	0	0	0	730 093	267 815

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Remboursé	Transfert	Fusions / APA Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	E=A+B+C+D+E	
Immobilisations		1 600					1 600	
Plateforme Exclusion	27 643						27 643	27 643
Subvention HSBC - Développement durable	464						464	464
Activité de médiations thérapeutiques corporelles et artistiques	1 856						1 856	1 856
Ateliers musicaux (SACEM)	3 000						3 000	3 000
Projet court métrage	1 000						1 000	1 000
Dons OETH	2 000						2 000	2 000
Dons Rotaty club	1 000						1 000	1 000
Oned	4 567						4 567	4 567
Fondation EDF Teams	2 619		-352				2 267	2 267
Fondation de France - projet AAP	9 926		-9 926					
FD s/ Contributions Financières Privées	54 076	1 600	-10 278	0	0	0	45 398	43 798
Mecenat BNP Paribas	89 640	10 000	-65 597				34 043	24 043
Mecenat Bourses 16H24	1 047	447					1 494	1 047
FD s/ Ressources liées à la Générosité Publique	90 687	10 447	-65 597	0	0	0	35 537	25 090
FD liés aux legs et donations	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des fonds dédiés et reportés	8 522 870	860 944	-1 510 495	0	0	0	7 873 319	3 491 022

Note 10. CHARGES A PAYER

	31/12/2023
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	25 728
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25 728
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	33 133
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	33 133
Fournisseurs d'exploitation	1 621 646
Dettes provisionnées pour congés à payer, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	7 399 067
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	956 801
Etat - autres charges à payer	121 671
Dettes fiscales et sociales	8 477 539
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	94 208
Divers - Charges à payer	3 383
Autres dettes	97 591
TOTAL	10 255 637

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2023
Créances usagers et comptes rattachés	993 685
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	7 942
Personnel - Produits à recevoir	3 832
Organismes sociaux IJSS	499 417
Etat - Produits à recevoir	1 290 498
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	193 397
Divers - Produits à recevoir	571 929
Autres créances	2 567 015
Valeurs mobilières de placement	809 912
Disponibilités	
TOTAL	4 370 612

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2023	31/12/2022	FINANCEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles brutes	1 417 549	1 371 981	Apports, dotations, rés et fonds propres	13 392 062	10 370 236
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	3 780 651	3 531 891	Réserves affectées à l'investissement	12 199 393	11 931 107
- Agencements	404 830	411 719	Réserve de compens des charges d'amort.	2 819 980	2 820 789
- Constructions	28 097 537	28 186 475	Subventions d'investissement	8 447 125	4 801 188
- Installations, matériels et outillages	199 197	215 280	Provisions réglementées	1 489 344	1 508 982
- Autres immobilisations corporelles	25 912 538	24 436 829	Provisions régl. des PV nettes d'actif	3 238 629	2 642 335
			Fonds dédiés immobilisations	3 152 931	3 349 236
Immo. corporelles et incorporelles en cours	3 836 228	2 075 017	Emprunts - dettes financières	18 935 903	14 752 515
Immo. en cours - part investissement PPP			Dépôts et cautionnements reçus	46 099	42 982
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Amortissements des immobilisations		
Immobilisations financières	11 404 069	11 082 299	- Incorporelles	1 237 586	1 221 256
Amortissements excédentaires différés			- Agencements des terrains	248 111	225 349
			- Constructions	15 925 272	15 951 257
Charges à répartir			- Installations, matériels et outillages	163 323	185 866
Autres			- Autres immobilisations corporelles	16 422 160	15 344 463
			Dépréciations des immobilisations	250 364	351 380
			Dépenses refusées par l'ATC	114 758	361 352
			Autres réserves	-17 237 679	-16 517 923
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	75 052 599	71 311 491	Financements stables (I)	80 845 361	69 342 370
FRI NÉGATIF (I-II)		1 969 121	FRI POSITIF (I-II)	5 792 762	
Reports à nouveau déficitaires	9 504 673	6 790 284	Réserves et provisions à la couv du BFR	3 591 237	3 591 237
Résultat déficitaire		3 251 372	Réserves de compensation des déficits	6 396 331	5 465 971
Créances Glissantes			Résultat excédentaire	27 816	
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	13 278 898	13 934 888
			Provisions pour risques et charges	3 685 286	3 874 920
			Fonds dédiés d'exploitation	4 720 389	5 173 634
			Dépréciation des stocks et créances	736 665	1 367 685
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	9 504 673	10 041 656	Financements stables d'exploitation (III)	32 436 622	33 408 335
FRE NÉGATIF (III-IV)			FRE POSITIF (III-IV)	22 931 949	23 366 679
FRNG NEGATIF			FRNG POSITIF	28 724 711	21 397 558
Stocks	29 608	47 710	Avances reçues	1 907 821	792 773
Avances et acomptes versés	291 002	440 500	Fournisseurs d'exploitation	4 566 933	3 034 454
Organismes payeurs, usagers	13 852 723	9 663 797	Dettes fiscales et sociales	15 569 367	15 209 267
Créances diverses d'exploitation	16 850 340	7 151 382	Dettes diverses d'exploitation	3 940 124	2 622 961
Créances irrécouvrables en non-valeur	40 049	918 566	Produits constatés d'avance	721 612	862 484
Charges constatées d'avance	874 141	801 746	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	4 660 630	4 550 761	Fonds en dépôt par les résidents	285 725	217 690
Autres	6 976 796	6 167 205	Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	43 575 289	29 741 667	Dettes d'exploitation (V)	26 991 582	22 739 629
BFR (VI-V)	16 583 707	7 002 038	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)		
Valeurs mobilières de placement	10 909 912	9 703 707	Fournisseurs d'immobilisations		146
Disponibilités	6 981 066	5 916 656	Fonds des majeurs protégés	555	1 601
Régie d'avance	161 186	150 378	Concours bancaires courants	5 851 744	1 318 231
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	58 861	55 243
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	18 052 164	15 770 741	Financements à court terme (VII)	5 911 160	1 375 221
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	12 141 004	14 395 520	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	146 184 725	126 865 555	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	146 184 725	126 865 555

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Trésorerie d'ouverture	14 395 520
Résultat d'exploitation	350 735
+ Amortissements	3 386 932
+ Provisions	181 071
+ Fonds dédiés	-649 553
+ Autres	-107 810
Resultat brut d'exploitation	3 161 375
- Frais financiers	-572 377
+ Produits financiers	412 504
- Impôt sur les sociétés	-4 567
+/- Charges et produits exceptionnels	-820 826
+/- Autres	
Capacité d'auto-financement	2 176 109
Variation des stocks	18 102
Variation des créances d'exploitation	-13 445 262
Variation des dettes d'exploitation	4 251 953
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-9 175 207
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-6 999 098
- Acquisitions d'immobilisations	-6 265 324
+ Cessions d'immobilisations	431 112
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-5 834 212
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire	
+ Subventions d'investissement reçues	3 753 744
+ Emissions d'emprunts	5 310 552
- Remboursements d'emprunts	-1 127 165
+/- Dépôts de garanties reçus	3 117
+ Autres	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	7 940 248
+/- Impact des variations de périmètre	2 638 546
Trésorerie de clôture	12 141 004

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2023	31/12/2022
Jeunesse	130 761 563	118 434 423
Solidarités	8 156 045	7 809 777
Commerce et Services	3 810 914	2 399 499
Action internationale		16 546
Culture	43 288	19 314
Groupe	1 401 601	1 306 680
Facturation entre établissements	-352 200	-309 582
Produits par activité	143 821 211	129 676 657
Gestion libre	9 064 075	8 202 308
Gestion contrôlée	135 056 198	121 809 514
Facturation entre établissements	-299 062	-335 165
Produits par nature de financement	143 821 211	129 676 657
Secteur lucratif	587 926	291 223
Secteur non lucratif	143 361 718	129 551 139
Facturation entre établissements	-128 433	-165 705
Produits par secteur fiscal	143 821 211	129 676 657

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	256 810	4 256	252 554	58 626	57 719	907
Immobilisations financières	18 148	35 037	(16 889)	647	6 162	(5 515)
QP de subventions des actifs cédés						
Abandon CCT Filiale Aventure Guyane					174 401	(174 401)
Opérations en capital	274 958	39 293	235 665	59 273	238 282	(179 009)
Aux amortissements excep. des immo.		99 403	(99 403)		98 843	(98 843)
Aux amortissements dérogatoires		11 040	(11 040)	25 684	11 047	14 637
Aux provisions réglementées	30 679	319 133	(288 454)		41 855	(41 855)
Aux provisions pour risques et charges	36 500		36 500			
Aux dépréciation except.	829 079		829 079	170 901		170 901
Dotations et reprises	896 258	429 576	466 682	196 585	151 745	44 840
Pénalités et amendes		1 374	(1 374)		555	(555)
Abandon de créances Play International / PPI					450 000	(450 000)
Abandon de créances Respect éditions / REC		657 965	(657 965)			
Abandon de créances Guillaume Roland		171 114	(171 114)			
AFADR octroyé à Le Répit					135 000	(135 000)
Subventions				79 831	73 519	6 312
Rappel d'impôts (autres qu' IS)		2 866	(2 866)		6 515	(6 515)
Régularisations EDF	12 493		12 493	5 124		5 124
Opérations de gestion	12 493	833 319	(820 826)	84 955	665 589	(580 634)
Résultat exceptionnel	1 183 709	1 302 188	(118 479)	340 813	1 055 616	(714 803)

Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre	-721 502	-700 082
Résultat comptable sous gestion contrôlée	749 318	-2 551 290
Résultat comptable	27 816	-3 251 372

Reprise du résultat Antérieur	2 133 870	3 135 050
--------------------------------------	------------------	------------------

Résultat effectif Global	2 161 686	-116 322
dont Résultat effectif sous gestion propre	-721 502	-700 082
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	2 883 187	583 760

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		1 192 303	
Etat	21 850 139	2 369 639	3 753 744
Etat - Assurance Maladie - ARS	6 807 834		
Etat - CAF		24 879	
Etat - Dirrecte		22 156	
Etat - ASP		15 815	
Régions		181 241	
Départements	104 071 111	778 243	
Communes, Villes		16 667	
Autres Financeurs		9 477	
TOTAL	132 729 084	4 610 420	3 753 744

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

En milliers d'euros	Jeunesse	Solidarité	Commerce et service	Culture	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	130 762	8 156	3 811	43	1 402	-352	143 821
Cotisations							
Ventes de biens et services	529	19	293		790	-352	1 277
-Ventes de biens							
-Ventes de prestations de service	529	19	293		790	-352	1 277
Produits de tiers financeurs	127 251	6 811	3 448				137 510
-Concours publics	125 921	6 808					132 729
-Subventions d'exploitation	1 220	3	3 388				4 610
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible							
-Ressources liées à la générosité du public	110						110
-Contributions financières			61				61
Production Stockée							
Production Immobilisée							
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	1 071	132	67	43	500		1 812
Utilisation des fonds dédiés	436	1 020			54		1 510
Autres produits de Gestion Courante	1 476	174	3	0	58		1 711
Charges d'exploitation	124 273	7 654	3 868	44	7 984	-352	143 470
Achat de marchandises							
Variation de stocks de marchandises							
Achats de matières premières et autres appro	182						182
Variation de stocks matières premières et autres appro	18						18
Autres achats et charges externes	33 384	2 313	724	0	3 092	-215	39 297
Aides financières	197	1	57		429		684
Impôts, taxes et versements assimilés	6 713	293	187		368	-7	7 555
Salaires et traitements	54 569	2 812	1 609		2 591		61 581
Charges sociales	24 911	1 311	782		1 476	-131	28 349
Dotations aux amortissements et aux provisions							
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 009	314	37		28		3 387
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations							
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	298						298
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	569		10				578
Reports de fonds dédiés	258	245	358				861
Autres charges d'exploitation	165	367	104	44	0		681
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 489	502	-57	-1	-6 582		351
QP de résultat sur opérations faites en commun	-5 466	-303			5 769		
Produits financiers	1				416		417
Charges financières	352	29	15	20	156		572
RESULTAT FINANCIER	-352	-29	-15	-20	259		-156
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	671	171	-72	-21	-554		195
Produits exceptionnels	350	4		658	171		1 184
Charges exceptionnelles	456	10		658	178		1 302
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-106	-6			-7		-118
Impôts sur les sociétés	0				49		49
RESULTAT NET	565	165	-72	-21	-609		28
<i>Total des charges</i>	<i>130 548</i>	<i>7 995</i>	<i>3 883</i>	<i>722</i>	<i>8 367</i>	<i>-6 122</i>	<i>145 394</i>
<i>Total des produits</i>	<i>131 113</i>	<i>8 160</i>	<i>3 811</i>	<i>701</i>	<i>7 758</i>	<i>-6 122</i>	<i>145 421</i>

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

En milliers d'euros	Activités ESMS en GC	Activités en Gestion libre	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	135 056	9 064	-299	143 821
Cotisations				
Ventes de biens et services	708	869	-299	1 277
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	708	869	-299	1 277
Produits de tiers financeurs	129 534	7 976		137 510
- Concours publics	128 322	4 407		132 729
- Subventions d'exploitation	1 102	3 509		4 610
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public	110			110
- Contributions financières		61		61
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	1 648	164		1 812
Utilisation des fonds dédiés	1 510			1 510
Autres produits de Gestion Courante	1 656	55		1 711
Charges d'exploitation	134 112	9 658	-299	143 470
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro	182			182
Variation de stocks matières premières et autres appro	18			18
Autres achats et charges externes	36 442	3 111	-257	39 297
Aides financières	172	512		684
Impôts, taxes et versements assimilés	7 118	437		7 555
Salaires et traitements	58 203	3 377		61 581
Charges sociales	26 752	1 640	-43	28 349
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 325	62		3 387
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	298			298
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	569	10		578
Reports de fonds dédiés	503	358		861
Autres charges d'exploitation	530	151		681
RESULTAT D'EXPLOITATION	945	-594		351
QP de résultat sur opérations faites en commun	194	-194		
Produits financiers	225	192		417
Charges financières	378	194		572
RESULTAT FINANCIER	-154	-2		-156
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	985	-790		195
Produits exceptionnels	355	829		1 184
Charges exceptionnelles	465	837		1 302
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-111	-8		-118
Impôts sur les sociétés	48	0		49
RESULTAT NET	827	-799		28
<i>Total des charges</i>	<i>135 003</i>	<i>10 884</i>	<i>-493</i>	<i>145 394</i>
<i>Total des produits</i>	<i>135 830</i>	<i>10 085</i>	<i>-493</i>	<i>145 421</i>

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR REGIME FISCAL

En milliers d'euros	Fiscalisé	Non fiscalisé	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	588	143 362	-128	143 821
Cotisations				
Ventes de biens et services	322	1 084	-128	1 277
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	322	1 084	-128	1 277
Produits de tiers financeurs	171	137 339		137 510
- Concours publics		132 729		132 729
- Subventions d'exploitation	171	4 440		4 610
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public		110		110
- Contributions financières		61		61
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	95	1 717		1 812
Utilisation des fonds dédiés		1 510		1 510
Autres produits de Gestion Courante	0	1 711		1 711
Charges d'exploitation	660	142 939	-128	143 470
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro		182		182
Variation de stocks matières premières et autres appro		18		18
Autres achats et charges externes	72	39 305	-79	39 297
Aides financières		684		684
Impôts, taxes et versements assimilés	12	7 550	-7	7 555
Salaires et traitements	308	61 273		61 581
Charges sociales	150	28 242	-43	28 349
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	5	3 382		3 387
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations		298		298
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	10	569		578
Reports de fonds dédiés	6	855		861
Autres charges d'exploitation	99	582		681
RESULTAT D'EXPLOITATION	-72	423		351
QP de résultat sur opérations faites en commun				
Produits financiers	103	314		417
Charges financières	48	524		572
RESULTAT FINANCIER	55	-211		-156
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-18	212		195
Produits exceptionnels	658	526		1 184
Charges exceptionnelles	662	640		1 302
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4	-114		-118
Impôts sur les sociétés		49		49
RESULTAT NET	-22	49		28
<i>Total des charges</i>	<i>1 370</i>	<i>144 152</i>	<i>-128</i>	<i>145 394</i>
<i>Total des produits</i>	<i>1 349</i>	<i>144 201</i>	<i>-128</i>	<i>145 421</i>

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a Engagements donnés :

a.1 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **7 990 863 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté à ce titre au passif du bilan :

- Provisions pour risques et charges : **1 648 226 euros**
- Dans le cadre de la fusion de l'ex-Association Oberholz, cette dernière avait souscrit un contrat collectif d'indemnités de fin de carrière auprès de Malakoff Médéric dont le montant cumulé des fonds versés au 31-12-2023 s'élève à **2 774 euros**.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **6 339 863 euros** (Cf. l des règles et méthodes comptables).

a.2 Engagement GIE Alliance Gestion

L'association Groupe SOS Jeunesse, membre du GIE Alliance Gestion, est à ce titre tenue solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres du groupement.

Au 31 décembre 2023, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	1 905 814
Dettes d'exploitation	7 833 147
Autres dettes	1 613 328
	11 352 289

Au cours de l'exercice 2023, la participation de l'association Groupe SOS Jeunesse à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 10.20 %.

a.3 Apports en Fonds Associatif avec Droit de Reprise (AFADR) reçus

	Année d'octroi	Montant en euros	Modalités de reprise
Groupe SOS Séniors	2020	1 000 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Séniors	2021	2 500 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Séniors	2022	2 500 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Solidarités - Habitat et soins	2008	1 275 000	Dissolution de l'association
Groupe SOS Solidarités - Insertion & Alternatives	2008	675 000	Dissolution de l'association
Total		7 950 000	

a-4 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

en euros	31-12-2023
Part à moins d'un an	445 501
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	1 507 052
Part à plus de 5 ans	2 943 075
TOTAL	4 895 628

Certains emprunts contractés par l'association étant soumis à des taux variables, la hausse des taux et des différents indices a conduit à une hausse des intérêts restants à payer de 1.1 Me.

a.5 Garanties données aux établissements bancaires et autres bénéficiaires

Etablissement	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine	Capital restant du au 31-12-2023
CER du Morbihan	Hypothèque sur le bien sis à Kercointe	01/02/2015	11 ans	Dexia	192 949	8 816
CAES 37 Monnaie	Hypothèque sur le terrain sis à la Croix Poelon - Monnaie	25/01/2012	20 ans	Crédit Coopératif	695 400	361 321
Foyer Moissac	Privilège du prêteur de deniers pour un montant de 20.000 euros et hypothèque pour le solde	12/02/2008	25 ans	Crédit Coopératif	180 000	95 867
CEF de Saverne	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Saverne	25/06/2004	23 ans	Crédit Coopératif	2 444 000	275 508
CER Lozère	Hypothèque sur l'immeuble de Mende avec clause de pari passu	03/04/2018	20 ans	Crédit Mutuel	992 909	816 698
ITEP Felix Eboué + asso	Hypothèque sur l'ensemble immobilier à Roura	15/07/2015	15 ans	BRED	2 200 000	1 242 218
CEF de Saint Nazaire	Hypothèque sur l'ensemble immobilier sis à Saint Nazaire	13/01/2021	12 ans	Crédit Mutuel	3 463 450	3 368 126
	Privilège de prêteur de deniers				471 550	
CEF de Guyane	Hypothèque Conventionnelle s/ le bien sis à Montsinery-Tonnegrande (Guyane)	28/01/2022	18 ans	BNP Paribas	3 634 000	3 634 000
Hypothèques Conventionnelles					14 274 258	9 802 554
CER Lozère	Nantissement de loyers éventuels	03/04/2018	20 ans	BRED	992 909	816 698
CEF de Saint Nazaire	Nantissement de loyers éventuels	13/01/2021	12 ans	Crédit Mutuel	3 935 000	3 368 126
CEF de Saint Nazaire	Nantissement des comptes ouverts et Nantissement de loyers éventuels	14/12/2022	5 ans	Crédit Mutuel	212 000	205 103
Association	Nantissement des parts sociales de la SCI 102 rue Amelot	01/10/2020	25 ans	Crédit Lyonnais	2 750 000	2 459 369
Nantissements					7 889 909	6 849 296

a.6 Garanties données pour d'autres entités du Groupe SOS

Entité juridique	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine	Capital restant du au 31-12-2023
SCI Le Répit	Caution Solidaire (36%)	16/10/2018	20 ans	Banque Postale	113 580	243 363
SCI Le Répit	Caution Solidaire (100%)	16/06/2021	15 ans	Caisse d'Epargne	430 000	367 868
Cautions					543 580	611 231

b Engagements reçus :

b.1 Garanties reçues au profit des établissements financiers:

Etablissement	Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine	Capital restant du au 31-12-2023
SAU Arnouville	Caution (Département du Val d'Oise : 88,82% / Commune d'Arnouville : 11,18%)	23/10/2014	40 ans	Caisse des dépôts	715 400	590 679
CAES 37 Monnaie	Caution du département d'Indre et Loire 100%	01/03/2016	40 ans	Caisse des dépôts	2 598 250	2 062 417
SAPY	Caution du département des Yvelines 100%	01/10/2013	40	Caisse des dépôts	1 539 612	1 154 709
SAPY	Caution du département des Yvelines 100%	01/10/2013	25	Caisse des dépôts	578 254	346 953
Bois Renard	Caution (Commune de Saint Prix : 50% - Départ. du Val d'Oise : 50%)	20/04/2015	25 ans	Caisse des dépôts	2 312 804	1 746 404
Foyer Moissac	Caution de la société de caution FGMOSS	12/02/2008	25 ans	Crédit Coopératif	180 000	95 867
CAES 37 Monnaie	Caution de la société de caution FGMOSS	25/01/2012	20 ans	Crédit Coopératif	695 400	361 321
CEF de Geveze	Caution du département d'Ille et Vilaine 100%	27/06/2005	18 ans	Crédit Coopératif	2 200 000	0
CEF de Geveze	Caution du département d'Ille et Vilaine 100%	25/09/2006	18 ans	Crédit Coopératif	430 000	30 616

b.2 Apports en Fonds Associatifs avec Droits de Reprise (AFADR) Versés

Groupe SOS Jeunesse (anciennement Insertion et Alternatives) a consenti, en 2011, un **apport en fonds associatif avec droit de reprise** au terme d'une période de 15 ans d'un montant de **290 ke** à **l'association P14y International** (Ex. Sport Sans Frontières). Le droit de reprise de l'apport ne pourra être réalisé, qu'en cas de

- Dissolution de P14y International, conformément à l'article 15 du décret du 16 août 1901 ;
- Non-respect des engagements de P14y International, prévus à l'article 3 de la convention ;
- Modification substantielle de l'objet social du bénéficiaire ;
- Echéance de la durée prévisionnelle de l'apport, soit le 22 décembre 2026

Groupe SOS Jeunesse a consenti, en 2017, un **apport en fonds associatif avec droit de reprise** d'un montant de **100 ke** à **l'association Artémis** (Ex. Unismed.) devenue Groupe SOS Solidarités pour faire suite à la fusion réalisée en 2020. Le droit de reprise de l'apport ne pourra être réalisé, qu'en cas de

- Dissolution d'Artémis, conformément à l'article 15 du décret du 16 août 1901 ;
- Non-respect de ses engagements prévus à l'article 3 de la convention ;
- Modification substantielle de l'objet social du bénéficiaire ;
- Echéance de la durée prévisionnelle de l'apport, soit le 20 décembre 2032

Groupe SOS Jeunesse a consenti, en 2019 et en 2022, deux **apports en fonds associatif avec droit de reprise** de respectivement **270 ke et 135 ke** à l'association Le Répit devenue **l'association Nosiam**. Le droit de reprise des apports ne pourra être réalisé, qu'en cas de

- Dissolution de l'association, conformément à l'article 15 du décret du 16 août 1901 ;
- Non-respect de ses engagements prévus à l'article 3 de la convention ;
- Modification substantielle de l'objet social du bénéficiaire ;

Note 23. EFFECTIF MOYEN

Effectifs moyen par CSP	2023
Direction	158
Administration générale	210
Service Généraux	324
Restauration	8
Socio-éducatif	1 079
Paramédical	117
Médical	
Autres fonctions	
Effectif total	1 896

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice 2023, Groupe SOS Jeunesse n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature significative.

Note 26. REMUNERATIONS DES CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 208 006 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président et l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de l'Association sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires comptabilisés au sein du compte de résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal s'élèvent à la somme de 97 580 euros.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge nette d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct).
- Aux placements de trésorerie effectués

Une charge a été constatée au titre de l'exercice 2023 à hauteur de 48 567 euros.
